

Aladji Madior Diop, Coura Kane

RÔLE DU PARTENARIAT UNIVERSITÉ-ENTREPRISE DANS LA PROFESSIONNALISATION DES PARCOURS DE FORMATION POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

Résumé

Compte tenu de la volonté manifeste de la communauté internationale de mettre l'Homme au cœur de son propre développement à travers les Objectifs du Développement Durable (ODD), leur opérationnalisation nécessite une synergie d'action de tous les secteurs d'activité. Pour accélérer l'atteinte des ODD, optimiser leur impact et de ne laisser personne de côté, il s'avère donc important d'impliquer toutes les parties prenantes. Dans cette perspective, l'Université Alioune Diop (UAD) souhaite offrir à ses étudiants un Master en développement durable essentiellement axé sur l'atteinte des ODD. L'élaboration des plans de formation de celui-ci est passée par une étroite collaboration entre les universitaires et des acteurs socio-économiques. Il fallait réfléchir sur la pertinence de l'offre de formation, le choix des disciplines et leur adéquation avec les problématiques environnementales, économiques et sociales. Une démarche de co-construction des plans de formation a permis de mettre en synergie les complémentarités des enseignants et des professionnels. L'objet de cet article est de mettre en exergue l'importance de la co-construction des parcours de formation, en s'appuyant sur l'exemple de l'élaboration de la maquette de formation du Master en développement durable de l'UAD.

Mots clés : co-construction, parcours de formation, partenariat université-entreprise, professionnalisation, développement durable

Abstract

Given the international community's clear desire to put people at the heart of their own development through the Sustainable Development Goals (SDGs), their operationalization requires a synergy of action from all sectors of activity. To accelerate the achievement of the SDGs, optimize their impact and leave no one behind, it is therefore important to involve all stakeholders. In this perspective, Alioune Diop University wishes to offer its students a Master's degree in sustainable development essentially focused on achieving the SDGs. The development of the training plans of this one went through a close collaboration between academics and socio-economic actors. It was necessary to reflect on the relevance of the training offer, the choice of disciplines and their adequacy with environmental, economic and social issues. A process of co-construction of training plans has made it possible to synergize the complementarities of teachers and professionals. The purpose of this article is to highlight the importance of the co-construction of training paths, based on the example of the development of the training model for the Master's degree in sustainable development at Alioune Diop University.

Key words: co-construction, training path, university-business partnership, professionalization, sustainable development

Introduction

En 2015, l'ONU¹ a élaboré les ODD². Au nombre de 17, les ODD se déclinent en 169 cibles devant créer les conditions pour un monde meilleur, plus juste, égalitaire et prospère d'ici 2030. Il a alors été recommandé aux pays membres des Nations Unies, aux organisations de la société civile, aux institutions privées, aux particuliers de s'appuyer sur cette initiative pour élaborer leurs politiques de développement économique et social. Cependant, la mise en œuvre des ODD reste problématique dans un pays comme le Sénégal où les difficultés d'accès universel aux biens et services fondamentaux de base ainsi que l'absence et la rareté des ressources se posent avec acuité. Avec une population composée de jeune³s (ANDS⁴, 2020), les problèmes d'emploi, d'éducation et de formation y restent tenaces. Malgré tout, le gouvernement du Sénégal a fait de l'éducation un important levier de développement. Dès lors, la carte universitaire a été élargie pour une meilleure résorption des bacheliers. En 2007 fut créé le Centre Universitaire Régional (CUR) de Bambey qui devient plus tard Université Alioune Diop (UAD).

Au Sénégal et dans la sous-région ouest-africaine, l'UAD est la première à développer une formation de niveau Licence en Ingénierie Technique du Développement Durable et Management de l'Environnement. Au regard des programmes existants dans les universités sénégalaises et ouest-africaines, cette formation constitue une grande innovation et répond à la volonté des pouvoirs publics d'élargir l'offre de formation pour disposer d'un produit capable d'intégrer et de véhiculer les piliers du développement durable (efficacité économique, équité sociale, qualité environnementale) qui ne « peut plus être assimilé à une simple mode éphémère, mais permet au contraire de repenser le clivage homme-nature et de reposer la question des finalités de l'activité économique » (Robert, 2006, p.2).

Une analyse systémique et institutionnelle a permis de passer en revue les différentes offres de formation en développement durable au Sénégal et dans la sous-région ouest-africaine⁵. Il a été constaté que les programmes de formation axés sur le développement durable, quoique nombreux, sont offerts, la plupart du temps, par des institutions privées. Ces formations se font avec profil, c'est-à-dire que les étudiants se spécialisent uniquement sur un aspect des trois piliers du développement durable soit en environnement, en agronomie ou encore en Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE).

¹ L'Organisation des Nations Unies (ONU).

² Les Objectifs du Développement Durable.

³ Plus de 55 % de la population sénégalaise.

⁴ Agence nationale de la Statistique et de la Démographie.

⁵ Dans le cadre de l'élaboration de maquette de formation, il a été procédé à une revue des différentes offres de formation en développement durable au Sénégal et dans les pays de la sous-région. L'objectif est d'éviter de reproduire une formation déjà existante.

De même, dans leurs plans de formation, aucun de ces programmes n'intègre la mise en œuvre des ODD. Tout au plus, l'accent est mis sur la sensibilisation des étudiants sur leur rôle dans la mise en œuvre des ODD en se focalisant sur l'ODD 4 (Éducation de qualité). Il nous a semblé opportun de combler ce vide en co-construisant un programme de Master essentiellement axé sur les piliers du développement durable et prenant en compte la mise en œuvre et l'atteinte des ODD. Évidemment, le milieu académique nous apparaît comme le moyen le plus privilégié, sinon le plus adéquat pour assoir la philosophie contenue dans les ODD.

L'objet de cet article est de mettre en exergue l'importance de la co-construction des parcours de formation, en s'appuyant sur l'exemple de l'élaboration de la maquette de formation du Master en développement durable de l'UAD⁶. Il s'agira plus précisément d'étudier d'abord i) le rôle de l'UAD dans la mise en œuvre des ODD au Sénégal, ii) ensuite, nous présenterons la méthodologie innovante qui a sous-tendu l'élaboration de la maquette du Master en développement durable de l'UAD, iii) enfin, l'accent sera mis sur l'importance du partenariat université-entreprise dans la professionnalisation des parcours de formation pour un développement durable.

1. Rôle de l'Université Alioune Diop dans la mise en œuvre des ODD au Sénégal

De par son implantation en milieu rural et sahélien, un milieu caractérisé par une pauvreté relativement accentuée et un environnement en détérioration continue, l'UAD veut contribuer pleinement au développement économique et social du Sénégal en général et de sa région d'implantation en particulier. Pour ce faire, elle offre aux étudiants du Sénégal, depuis 2016, une formation de niveau Licence en Ingénierie Technique du Développement Durable et Management de l'Environnement. Cette formation obéit à la politique de l'État de faire de l'enseignement supérieur et de la recherche un levier du développement socio-économique et culturel du Sénégal. L'offre de formation prend en compte les problématiques de l'environnement au niveau local allant de la gestion des déchets à l'économie verte en passant par les pollutions, le changement climatique, les aires marines protégées, etc. Avec cette licence, l'UAD cherche donc à former des étudiants en mesure de s'insérer dans le tissu économique.

La formation s'appuie sur la combinaison d'enseignements théoriques rappelant les concepts du développement durable et des travaux de terrain qui permettent aux étudiants de découvrir et d'identifier les enjeux liés au développement durable. Elle est pluridisciplinaire et met en synergie plusieurs intervenants provenant du milieu académique et professionnel. Dès

⁶ L'élaboration de la maquette de formation du Master en développement durable de l'UAD a obtenu le soutien financier de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF).

lors, la gestion de la diversité représente un défi énorme puisqu'il faut constamment mettre en place des stratégies managériales efficaces. Il a été proposé d'organiser périodiquement des ateliers d'échange et de partage sur les différents plans de cours. L'objectif est d'éviter les incompréhensions et les duplications d'efforts.

S'agissant spécifiquement de la mise en œuvre des ODD, il faut dire qu'à l'instar de plusieurs autres pays africains, le Sénégal n'a pas tardé à s'en approprier. Dès 2015, plusieurs ateliers de concertations régionales sur les ODD spécifiques pour le Sénégal furent organisés par le ministère de l'Environnement et du Développement Durable. À l'issue de ces consultations, 7 objectifs étaient considérés comme très prioritaires à l'échelle nationale. Par ordre d'importance, il s'agit de l'ODD 6 sur l'eau et l'assainissement, l'ODD 15 sur les écosystèmes terrestres, l'ODD 1 sur la pauvreté, l'ODD 2 sur la faim, la sécurité alimentaire et la nutrition, l'ODD 13 sur les changements climatiques, l'ODD 7 sur l'énergie, et l'ODD 4 sur l'éducation de qualité. La prise en compte de ces priorités était considérée comme fondamentale dans la mise en œuvre de l'agenda de développement Post-2015 au Sénégal, tant à l'échelle nationale que régionale (Saïd Hassani et al., 2015).

Le Plan Sénégal Émergent (PSE) qui constitue le document de référence de la politique économique et sociale du Sénégal intègre toutes ces priorités. Ce dernier exige du Système d'Éducation et de Formation (SEF), la formation du capital humain et de la nouvelle citoyenneté active capable de promouvoir le nouveau cadre de développement accéléré et durable pour une économie compétitive soutenue par une croissance forte aux fruits mieux répartis sur l'ensemble du territoire ; une population instruite, bien formée et engagée au niveau des communautés locales et nationales, une meilleure qualité de vie ; la paix, la stabilité et la démocratie ; la bonne gouvernance et l'aménagement dynamique et équilibré des territoires (PSE, 2018) .

Cependant, force est de reconnaître qu'il n'existe pas une configuration institutionnelle au plus haut niveau politique susceptible de faciliter la mise en œuvre des ODD⁷. Effectivement, l'absence d'un comité national de pilotage rassemblant une diversité d'acteurs accentue le retard constaté dans la mise en œuvre des ODD au Sénégal. Pour pallier ce manquement, et dans un souci d'atteindre le plus grand nombre d'acteurs, l'UAD a mis en place un mécanisme global qui supporte l'intégration, la mise en œuvre et l'atteinte des ODD en tenant compte des exigences spécifiques du local.

Malgré tout, il faut reconnaître que les défis à relever sont énormes. En effet, il est important de :

⁷ La commission nationale de DD créée par arrêté primatorial n° 8998 en date du 17 octobre 2008 aurait pu jouer ce rôle avec l'avènement des ODD en 2015.

- développer des stratégies efficaces de sensibilisation et d'appui pour les ODD ;
- assurer l'accompagnement des processus politiques et la planification des stratégies nationales et locales ;
- faciliter l'opérationnalisation des ODD ;
- soutenir la mise en place de projets innovants ;
- analyser les progrès dans la mise en œuvre des ODD avec des données fiables non seulement au niveau national, mais aussi au niveau des collectivités territoriales.

Justement, l'UAD joue un rôle primordial dans ce processus. Implantée dans un environnement en détérioration et marqué par une extrême rareté des ressources, elle apporte une contribution de taille dans le maintien de l'intégrité de l'environnement, la recherche permanente de la justice et de l'équité sociales, et l'amélioration de l'efficacité économique. Au-delà de l'offre de formation, la stratégie mise en place par l'UAD pour supporter la mise en œuvre des ODD passe concrètement par :

- la mise en place d'une politique institutionnelle du Développement durable ;
- la création de tables de concertation entre les différents services de l'Université ;
- l'affirmation institutionnelle envers le développement durable ;
- le renforcement de la formation et la transmission des savoirs et savoir-faire en développement durable auprès de la communauté universitaire et du milieu ;
- la création de laboratoires vivants ;
- les animations scientifiques.

Dans cette optique, un atelier axé sur la priorisation des cibles des objectifs de développement durable à l'échelle locale a été organisé. De même, des ateliers axés sur la démarche intégrée des ODD ont été déroulés. Celle-ci consiste en une démarche simple, participative, inclusive et accessible permettant de mieux faire localiser les ODD, facilite leur appropriation et leur mise en œuvre au niveau local. À travers ces ateliers, il s'agissait d'amener les participants à s'approprier et comprendre la mise en œuvre des ODD, à diagnostiquer les problèmes qui relèvent des trois piliers du développement durable, à mobiliser toutes les connaissances dans le domaine du développement durable et à favoriser le transfert des réalisations, connaissances et compétences de l'UAD vers d'autres acteurs de la communauté.

En outre, en collaboration avec d'autres acteurs, l'UAD veut élaborer des outils et des systèmes permettant la localisation des ODD pour mieux les domestiquer au Sénégal. Il est établi que leur mise en œuvre et leur suivi nécessitent une synergie d'action du secteur privé, de la société civile, des

organisations gouvernementales et non gouvernementales. Afin d'accélérer l'atteinte des ODD, il est important d'impliquer les communautés et les collectivités territoriales et assurer une bonne cohérence entre la planification nationale et les planifications locales (Forget et al., 2020). En parfaite collaboration avec les collectivités territoriales et les services déconcentrés de sa région d'implantation, l'étude pilote que l'UAD et ses partenaires sont en train de réaliser pour développer un système d'information territorial exclusivement basé sur les ODD sera la première en Afrique jusqu'à date.

Par ailleurs, en tant que force de changement et en aidant à générer les connaissances, l'analyse et l'expertise nécessaires pour comprendre et mettre en œuvre les ODD (Long, 2017), l'UAD cherche à former les futurs leaders du Sénégal qui auront à œuvrer dans l'atteinte des ODD. Elle participe à l'insertion des principes des ODD dans le système de gouvernance. De même qu'elle contribue au plaidoyer sur l'importance sociétale des ODD. Dans le domaine de la recherche, également, elle cherche à mettre son expertise au service des transformations appropriées pour atteindre les ODD et les promouvoir comme thème de recherche académique. En outre, elle mise sur la collaboration avec des entreprises ou des organisations non académiques pour une mutualisation des expériences et des savoir-faire pour atteindre les ODD. Constamment, l'UAD cherche à apporter des changements plus systématiques vers la durabilité en réorientant ses activités d'éducation, de recherche, d'opérations et de sensibilisation communautaire ou dans le cadre de réformes éducatives axées sur l'efficacité et la responsabilisation (Arjen, 2013). Au-delà de l'intégration de la durabilité dans les activités internes de l'Université en termes de recherche (enseignement, recherche, opérations, etc.), le défi semble être d'intégrer l'UAD dans les voies de développement durable de la société (Ferrer-Balas, et al., 2009).

Cette philosophie a sous-tendu la méthodologie déployée dans l'élaboration de la maquette du Master en développement durable de l'Université Alioune Diop.

2. L'élaboration de la maquette du Master en développement durable de l'Université Alioune Diop : une démarche innovante

Il est admis qu'un travail de sensibilisation et d'appropriation des ODD doit se faire à tous les niveaux pour permettre aux différentes couches de la population d'être sur un même niveau d'information. Ce travail de sensibilisation doit impliquer bien entendu les pouvoirs publics, les entreprises, les organisations de la société civile, mais aussi et surtout, les universités. Ces différentes entités doivent se projeter sur l'avenir en ciblant les jeunes afin qu'ils s'imprègnent, s'approprient et vulgarisent les grandes dimensions des ODD. Cette option est d'autant plus importante qu'ils sont le socle de tout développement (Diop, 2016).

La sensibilisation fait partie des stratégies à mettre en œuvre pour mobiliser les jeunes tout au long de leur cursus universitaire. À travers les programmes de formation offerts, les étudiants s'informent sur les enjeux de la mise en œuvre et l'atteinte des ODD. Ils participent aux actions de préservation de l'environnement telles que la réduction des déchets, le recyclage, la création d'un espace de verdure, etc. Ainsi, leurs champs d'intervention peuvent également s'étendre dans leurs foyers et communautés respectifs en informant leurs pairs et leurs parents sur la gestion de l'énergie et des déchets sans oublier l'économie d'eau par exemple.

Fort de tout cela, il a été décidé d'associer des acteurs non académiques à l'élaboration de la maquette de cours du Master en Développement Durable. L'objectif est de mettre en relation les universitaires et les partenaires non académiques afin d'établir l'adéquation entre les parcours de formation et les besoins des collectivités pour une meilleure opérationnalisation des produits. Les structures identifiées pour participer à l'élaboration de l'offre de formation sont : Enda Énergie, le Programme National de Développement Local (PNDL), la Mutuelle d'Épargne de Crédit des Agents du secteur Public et Parapublic (MECAP), le réseau de Solutions en développement durable (SDSN) du Sahel et le Millenium Promise⁸. Depuis la création de l'UAD, aucun département n'offrait un programme de formation en associant dans sa conception autant d'acteurs socioéconomiques extérieurs à l'université et provenant de tous horizons.

L'approche participative, inclusive et collaborative qui a prévalu dans le processus de co-construction de la maquette a permis de croiser les objectifs du Master par rapport aux besoins du marché pour assurer l'employabilité des diplômés. Ce faisant, les objectifs du Master ont été élaborés sur trois axes, à savoir :

- les trois piliers du développement durable ;
- l'opérationnalisation des ODD ;
- le financement du Développement Durable.
- L'objectif général du Master est de
- Apprendre les étudiants à analyser les enjeux du Développement Durable afin de concilier l'efficacité économique, l'équité sociale et la viabilité écologique.
- De façon spécifique, il s'agit de :
- opérationnaliser les ODD au niveau des territoires ;
- déterminer des outils/instruments de gouvernance du Développement Durable ;
- définir des mécanismes innovants et alternatifs de financement des ODD ;

⁸ Le Millenium Promise était chargé de la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en Afrique.

- tester des modèles alternatifs de production énergétique ;
- proposer un projet de développement personnel lié au Développement Durable ;
- élaborer des outils de suivi et d'évaluation.

De même, cette synergie a permis d'analyser et d'identifier les besoins de la formation afin de définir un cadre de référence pertinent pour le Master en développement durable.

2.1. Analyse et identification des besoins de formation

La plupart du temps, l'analyse et l'identification des besoins de formation sont escamotées dans les offres de formation (Pérusse, 2001). Or, le processus d'analyse et d'identification de besoins est primordial pour maximiser l'atteinte des objectifs de la formation. Lors de l'élaboration de la maquette du Master, l'analyse et l'identification des besoins a permis de dégager plusieurs axes devant être pris en compte dans l'offre de formation. Celle-ci devrait répondre aux besoins du marché. La priorité a été accordée aux secteurs les plus névralgiques pour faire du Master une formation professionnalisante en développement durable.

L'identification des besoins a permis de passer en revue ce qui manque aux collectivités territoriales en tenant compte du PSE :

- la composante énergétique : efficacité énergétique : comment former des étudiants à développer des comportements citoyens ;
- la maîtrise l'eau, par rapport à l'ODD 13, Diourbel fait partie des zones les plus vulnérables ;
- développer l'esprit entrepreneurial.
- Les acteurs considérés comme des cibles en termes d'employabilité à l'issue de la formation pourraient être :
- l'État à travers la fonction publique ;
- les collectivités locales ;
- le privé ;
- les organisations paysannes ;
- la société civile ;
- les ONG.

Les échanges ont aussi porté sur les domaines de compétence à cibler. Pour ce faire, il a été convenu de partir de l'existant dans les collectivités, car il existe un écart de compétences qu'il faudra combler. S'agissant des missions des collectivités territoriales, l'emphase devrait être mise sur :

- la maîtrise d'ouvrage : il y a des écarts de compétence et les collectivités n'investissent pas en termes d'infrastructures ;
- la planification : sensible au développement durable. Il est important de décliner les différents modules de formation autour de la

planification en tenant compte de sa transversalité. Si les étudiants sont bien outillés en planification, ils pourront accompagner les projets des collectivités.

- la gouvernance : le budget des collectivités doit être sensible aux ODD et doit être en lien avec la planification et la maîtrise d'ouvrage
- le suivi-évaluation qui permet de mesurer les performances et d'évaluer les impacts.
- Analyser sous l'angle du Développement durable, l'offre de formation devrait :
- tenir compte des missions des collectivités territoriales ;
- faire l'analyse de la situation des collectivités en prenant en compte la participation communautaire ;
- inclure les aspects de la santé comme la nutrition, la transition sanitaire ;
- la gestion des ordures (tri et recyclage des déchets, compostage) ;
- prendre en compte la RSO (responsabilité sociétale des organisations) ;
- assoir les approches méthodologiques de recherche ;
- mettre en place les principes de base pour la mise en œuvre des objectifs du développement durable ;
- explorer les aspects technologiques (MOCC) pour permettre la remédiation en mettant en ligne certains cours.

Aussi, pour permettre aux collectivités territoriales de rendre un meilleur service tout en étant plus efficaces et efficientes, des profils de compétences spécifiques ont été jugés nécessaires d'être développés dans l'offre de formation. Il s'agit de la maîtrise d'ouvrage, de la planification, de la gouvernance, de l'évaluation, de la responsabilité sociétale, des nouvelles technologies de l'information et de la communication, etc.

L'identification de ces besoins a débouché sur l'élaboration d'un cadre de référence.

2.2 L'intérêt d'un cadre de référence pour le Master en Développement durable

Le cadre de référence a pour finalité de définir l'analyse de besoins de formation, de décrire les divers niveaux auxquels elle s'applique et de présenter les différentes méthodes permettant de la réaliser conformément aux textes en vigueur. Les étudiants ont été au centre des réflexions et des préoccupations de l'équipe d'élaboration de la maquette dans la recherche d'une réponse appropriée et de qualité à l'ensemble de leurs besoins.

Les différents échanges ont permis de dégager les grandes lignes du cadre de référence du Master conformément au système Licence, Master, Doctorat (LMD) qui est concomitant avec les questionnements scientifiques du

développement durable. Les enjeux d'intégration du développement durable ont été mis en exergue de même que l'importance d'offrir une formation qui prend en compte les réalités du moment tel le changement climatique, la dégradation de l'environnement, la lutte contre la pauvreté, etc.

Rappelons que le Sénégal s'est inscrit dans la démarche qualité et le référentiel est introduit par l'Autorité Nationale d'Assurance Qualité de l'enseignement Supérieur (ANAQ-Sup⁹). Les grandes rubriques du cadre de référence sont : la performance, les compétences, le contenu, les modes d'évaluation, les crédits horaires sans oublier les produits attendus et les débouchés qui s'offrent aux futurs diplômés. Ainsi, dans le processus d'élaboration, des visites d'entreprises ont été effectuées. L'objectif est de mieux comprendre leur fonctionnement et leurs services afin d'établir une certaine adéquation entre la réalité du terrain et l'offre de formation. Ces visites ont permis des échanges fructueux entre les responsables des structures d'accueil et l'équipe d'élaboration de la maquette. Dans la mesure du possible, les problèmes évoqués au cours des visites d'entreprises ont été intégrés dans l'offre de formation.

Il faut dire que l'innovation de celle-ci réside dans le fait de s'ouvrir aux partenaires non académiques pour prendre en compte les besoins du marché, mais également en mettant l'accent sur la démarche qualité.

3. Le partenariat université-entreprise dans la professionnalisation des parcours de formation pour un développement durable

Le Master en Développement Durable de l'UAD constitue un dispositif de formation co-construit et orienté sur l'acquisition de connaissances et d'aptitudes à travers des Unités d'Enseignement fondamentales et optionnelles. La formation propose un cursus de recherche et un parcours professionnel devant permettre aux étudiants d'explorer des problématiques environnementales, sociales et économiques. Elle vise une ouverture professionnalisante sur des champs disciplinaires très diversifiés pour faciliter l'insertion des étudiants dans le marché du travail en mettant l'accent sur la démarche qualité. C'est une formation qui vise à développer le sens du leadership chez les étudiants pour une meilleure mise en œuvre efficace des ODD. Ainsi, trois options ont été retenues :

Énergie et Développement Durable ;

Gouvernance territoriale et Développement Durable ;

Économie et financement du Développement Durable.

⁹ L'ANAQ-Sup est une agence autonome mise en place par l'Etat sénégalais. Elle a pour mission, entre autres, d'assurer la qualité de l'enseignement et de la formation dans les institutions d'enseignement supérieur privées et publiques au Sénégal.

En outre, la conception du programme de formation avec des acteurs extérieurs à l'université permet de faire du Master un creuset de l'excellence pour le leadership. Son projet pédagogique est basé sur l'adéquation Formation-Emploi. De même, sa mission est de former des acteurs du Développement Durable, avec un haut niveau scientifique, capables d'analyser les enjeux du Développement Durable afin de concilier ses trois (3) piliers fondamentaux.

Le programme de formation co-construit avec des acteurs non académiques, entre en droite ligne avec la politique sectorielle de l'Éducation, de la Formation et de la recherche du Gouvernement du Sénégal et intègre également les recommandations de la Concertation Nationale sur l'Avenir de l'Enseignement supérieur au Sénégal. L'UAD compte impulser une culture de l'initiative et le développement de nouveaux outils pour mener des projets propres de formation, de recherche et de service aux étudiants et à la communauté.

Par ailleurs, l'offre de formation en Développement Durable répond aux besoins de former des étudiants sur de nouveaux concepts dans le secteur du Développement Durable, tels que l'innovation, l'esprit d'entreprise, le leadership, la gouvernance territoriale, la maîtrise d'ouvrage, la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), le management, l'économie circulaire, ou encore l'économie verte, pour qu'ils deviennent de vrais acteurs du Développement. Ainsi prendront-ils conscience de leurs atouts et compétences afin d'écrire leur propre histoire professionnelle.

L'adéquation formation-emploi est considérée au Sénégal, comme partout ailleurs, comme l'un des principaux défis économiques. Jusqu'ici, il a été noté un net déphasage entre les formations offertes aux étudiants et les besoins du marché. Conséquemment, les diplômés éprouvent d'énormes difficultés à accéder à un emploi. Du reste, les résultats de l'enquête sur la pauvreté au Sénégal menée par l'ANSD en 2019 renseignent que la population en âge de travailler est constituée à 58,2% de jeunes âgés de 15 à 34 ans, avec un taux de chômage des jeunes de l'ordre de 15,2 %. Environ 300 000 nouveaux demandeurs d'emploi arrivent, chaque année, sur le marché du travail, contre environ 30 000 offres d'emplois du secteur privé (ANSD, 2019). Cette situation découle de plusieurs facteurs, notamment la pluralité d'acteurs institutionnels qui ne favorise pas une bonne prise en charge des besoins d'encadrement et d'accompagnement des jeunes dans leur parcours préinsertion, le faible niveau de qualification des demandeurs d'emploi (33,1 % des demandeurs d'emploi ne sont ni en éducation ni en formation). Il s'y ajoute l'inadéquation entre la formation et l'emploi; ce qui est à l'origine, entre autres, du taux élevé des demandeurs d'emploi diplômés de l'enseignement supérieur qui est de 31 % (ANSD, 2019).

Cette situation problématique pourrait être résolue, en partie, par un partenariat plus constructif entre les universités et les entreprises ou autres organisations œuvrant dans le développement des collectivités territoriales. Plusieurs opportunités peuvent être explorées dont les offres de stages dans les entreprises, les interventions de professionnels au cours des cursus de formation et les participations des entreprises à l'élaboration des référentiels pédagogiques.

En particulier, une démarche de co-construction des plans de formation permet de mettre en synergie les complémentarités des enseignants ou chercheurs et des professionnels ou praticiens. Les professionnels apportent une expérience indéniable en matière de connaissance du marché de l'emploi, des évolutions technologiques, de gestion prévisionnelle des ressources humaines, des situations de travail existantes ou à venir, etc. Quant à l'université, elle accroît sa capacité d'adaptation de ses enseignements à la finalité de professionnalisation fondée sur son potentiel en ressources humaines et matérielles. Ce type de partenariat gagnant-gagnant a fait dire à Goodall (2015) que les organisations qui engagent les universités dans la recherche de solutions aux défis du développement durable bénéficient de capacités renforcées, tandis que les établissements d'enseignement supérieur bénéficient d'une meilleure connaissance et reconnaissance, accès aux ressources et satisfaction de voir la théorie traduite dans la pratique.

Conclusion

L'élaboration de la maquette du Master en Développement Durable de l'UAD qui se veut professionnalisant prend appui sur un travail d'équipe composée d'universitaires et des professionnels de plusieurs autres secteurs d'activité. Cela a permis aux premiers de sortir de leurs silos. Cette dimension collective constitue un atout indéniable.

La formation du Master s'intéresse surtout aux diverses problématiques du développement durable. Les enjeux sont donc nombreux et c'est dans ce cadre que la co-construction avec les partenaires non académiques constitue une opportunité bénéfique. La professionnalisation des parcours de formation par co-construction soutenue par l'AUF vise à mettre en synergie les universités et les partenaires non académiques afin d'établir l'adéquation entre les parcours de formation et les besoins du marché. Pour ce faire, la passerelle entre les structures et les universités est bien établie et constitue un point important pour une prise en compte englobant des formations innovantes et les besoins du marché.

Références bibliographiques

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (novembre 2020). Enquête Démographique et de Santé Continue 2019 (EDS-continu). Rapport sur les indicateurs clés. Rapport définitif, p. 423.

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (janvier 2022). Situation économique et sociale du Sénégal 2019 en ligne 1-19. En ligne http://www.ansd.sn/ressources/ses/chapitres/3-SES-2019_Emploi.pdf (consultée le 7 février 2022).

ARJEN, E.J.W. (January 2014). Sustainability in higher education in the context of the UN DESD: a review of learning and institutionalization processes, *Journal of Cleaner Production*, 62, 8-15.

DIOP, A. M. (2016). La Responsabilité Sociétale des Organisations (RSO), gage de réussite dans l'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODD) en Afrique. *Quelle gouvernance pour la mise en œuvre des objectifs du développement durable en Afrique, Africa 21*, en ligne 2, 67-80. En ligne <http://www.africa21.org/nouveau-numero-dafrique-durable-2030/>, consultée le 16 décembre 2021.

FERRER, B. et al., (August 2009). Explorations on the University's role in society for sustainable development through a systems transition approach. Case-study of the Technical University of Catalonia (UPC). *Journal of Cleaner Production*, 17, 12, 1075-1085.

FORGET, D. et al., (2020). Les ODD à l'échelle locale sous l'impulsion d'un partenariat UL-UADB. *Ne laisser personne de côté*, en ligne 42-43. [En ligne] https://www.ifdd.francophonie.org/wp-content/uploads/2020/11/31500_lef-114_ep5.pdf (consultée le 21 janvier 2022).

GOODALL, M. (2015). Smart Partnerships: How Higher Education Institutions Can Enhance the Capacity of the UN to Govern the Global Commons. En ligne <https://etd.ohiolink.edu/> consultée le 21 novembre 2021.

LONG, G. (2017). Universities, Academics and the 2030 *Agenda for Sustainable Development*. En ligne <https://together2030.wordpress.com/2017/12/08/universities-academics-and-agenda-2030/> consultée le 12 février 2022.

Ministère de l'Économie et des Finances (novembre 2018). Plan Sénégal Émergent. Plan d'actions prioritaires 2019-2023. Version 3.1, 1-142.

PERUSSE, M. (décembre 2001). L'identification des besoins de formation : une étape trop souvent négligée. *Travail et santé*, 17, 4, 30-35.

ROBERT, I. (2006). La diffusion du concept de développement durable au sein des familles : une étude exploratoire. Union nationale des associations familiales. « Recherches familiales », 1,3, en ligne 149-164. En ligne <https://www.cairn.info/revue-recherches-familiales-2006-1-page-149.htm>

SAÏD, H. K. et al. (2015). *Rapport des concertations régionales sur les Objectifs de développement durable spécifiques au Sénégal*. Document non publié Ministère de l'Environnement et du Développement Durable du Sénégal.